

6 Économie

Foire agricole et de l'élevage

Ouverture aujourd'hui de la 3e édition

MSM

Libreville/Gabon

APRÈS le succès des 1ère et 2e éditions, le ministère de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine organise, du 15 au 17 décembre 2016, au Jardin Botanique de Libreville, la 3e édition de la foire agricole et de l'élevage. Tous les opérateurs économiques de la filière agricole du secteur formel et informel vont exposer, à

travers des stands érigés pour la circonstance, leurs différents produits.

Au-delà d'être une initiative purement commerciale à grande échelle, la foire agricole et de l'élevage s'avère être un espace de promotion et d'encouragement des efforts que fournissent les Gabonais pour sortir ce secteur de l'ornière (2% du PIB). Mais aussi une réponse concrète à la diversification de l'économie nationale, au regard de l'atonie actuelle du secteur pétrolier et minier.

Lors des deux premières éditions, pas moins de



Photo : AJT

Le ministre Yves Fernand Mamfoumbi prône un retour à la terre. Photo de droite : La 1ère Foire agricole internationale de Libreville a été organisée en 2013.

100.000 participants et visiteurs avaient été enregis-



Photo : Arisfide Moussavou

trés, parmi lesquels des associations, des coopé-

atives, des groupements, des entreprises, des

banques... Cette année, les organisateurs comptent en attirer encore davantage.

« L'organisation de la foire agricole du 15 au 17 décembre à Libreville nous donne l'occasion de célébrer nos succès agricoles, de valoriser nos exploitants nationaux et, in fine, de mener le combat culturel pour le retour à la terre des Gabonais. J'invite tous nos compatriotes à venir s'associer à cette célébration », a lancé le ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme Graine, Yves-Fernand Mamfoumbi.

Tribune libre

L'agriculture est la solution aux problèmes du Gabon

Par Yves Fernand MANFOUMBI*

Libreville/Gabon

Je suis de Ndendé, dans la province de la Ngounié. Autrefois, cette province était l'un des greniers du Gabon. Les populations qui y vivaient cultivaient non seulement pour se nourrir elles-mêmes, mais ravitaillaient également les populations d'autres provinces du Gabon et du Congo. Des sociétés traditionnelles sophistiquées se sont bâties grâce à la maîtrise de l'agriculture et au surplus économique généré par cette activité.

Puis le Gabon a découvert le pétrole, dont la production s'est accélérée à la fin des années 1960. Nos populations se sont détournées de l'activité agricole pour travailler dans le secteur pétrolier à Port-Gentil ou dans la fonction publique à Libreville. A l'instar de ceux de ma génération, j'ai moi-même suivi ce chemin. Je suis venu faire mes études à Libreville puis j'ai réalisé tout mon parcours professionnel au sein de la fonction publique gabonaise. Je fais partie d'une génération de Gabonais qui ont grandi et vécu des rentes nationales. J'appelle les gens de ma génération à avoir la lucidité d'accepter que notre modèle n'est pas pérenne, n'est déjà plus soutenable et ne pourra pas s'appliquer aux nouvelles générations qui nous suivent.

Cette lucidité, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba en a fait preuve dès 2009, en nous appelant à changer de modèle : passer d'une économie de rente à une économie de production. Comme beaucoup, j'ai compris et entendu son message. Aujourd'hui, plus que jamais, j'appelle mes concitoyens à en faire de même et à prendre les décisions indispensables pour que nos petits frères et sœurs, nos enfants, disposent des opportunités nécessaires à leur bien-être et leur épanouissement social et économique.

L'agriculture illustre bien l'ampleur de nos problèmes comme les solutions qui s'offrent à nous pour bâtir un avenir meilleur. Jusqu'en 2015, le Gabon impor-

tait pour plus de 300 milliards de FCFA de denrées alimentaires, qu'il s'agisse de denrées de base (légumes, fruits, œufs, viande) ou transformées (farine, lait, huile, tabac, etc.). Nous importons des pays voisins comme le Cameroun l'essentiel de nos produits de base comme la banane, les tubercules et les légumes, et importons d'Europe, d'Amérique du Sud ou de Chine la quasi-totalité des produits agroalimentaires que nous consommons.

Nous sommes dépendants de la production étrangère et nous dépensons notre argent pour financer les emplois et enrichir des personnes hors de notre territoire, alors même que nous disposons de toutes les ressources naturelles et humaines pour mener ces activités chez nous.

Dans le même temps, nous disposons de deux millions d'hectares de terres disponibles pour l'activité agricole sans endommager notre forêt. Et nous avons 30% de nos jeunes qui sont en situation de chômage. Tous les jours, je rencontre des jeunes compatriotes à la recherche d'emploi, à la recherche d'une opportunité d'indépendance financière et social, tout simplement. Nous avons un marché national non négligeable, nous avons de la terre disponible, nous avons a priori une main d'œuvre apte à travailler : que nous manque-t-il donc ? Pour moi, il est clair que le combat pour la redynamisation de l'agriculture au Gabon sera une bataille culturelle. Nous devons revaloriser le travail de la terre, le goût de l'effort, l'amour de nos terroirs. Nous devons également changer l'approche de l'Etat dans le secteur agricole.

Dans les années 1970, l'Etat a voulu porter lui-même la valorisation du secteur agricole, via de grandes sociétés publiques comme Socagab (société de café et de cacao gabonais), Agrogabon ou encore Sosuho (Société sucrière du Haut Ogooué). Ces expériences se sont soldées par des échecs. Puis, dans les années 2000, de grands groupes agro-industriels privés se sont installés au Gabon et ont repris et étendu ces exploitations. C'est le

cas de Sucaf ou encore de Siat. L'arrivée au pouvoir du chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a marqué une réaffirmation volontariste de l'ambition agricole au Gabon. Cette ambition se situe à deux niveaux. Tout d'abord, faire du Gabon un champion de l'agro-industrie, notamment le deuxième producteur d'huile de palme et le troisième producteur d'hévéa en Afrique. Le PPP avec Olam et l'extension des terres agricoles exploitées de manière intensives, qui sont passées de 16 212 hectares à 80 526 hectares entre 2009 et 2016 sont des réalisations qui s'inscrivent dans cette logique. Au passage, plus de 10 000 emplois ont été créés, dans les provinces de la Ngounié, du Woleu-Ntem, de l'Estuaire ou encore du Moyen-Ogooué, faisant de l'agriculture l'un des principaux contributeurs à la création d'emplois dans notre pays.

Le deuxième volet de notre action porte sur le développement de l'agriculture vivrière, avec pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire du Gabon, en tendant vers l'autosuffisance alimentaire. Le Gabon dispose de deux leviers d'actions sur cet axe : le Prodiag (Projet de développement et d'investissement agricole au Gabon) et le programme GRAINE, lancé par le chef de l'Etat en 2014. Le Prodiag a accompagné ces six dernières années, plus de 2 200 Gabonais qui ont créé des exploitations agricoles ou d'élevage et qui sont désormais autonomes financièrement grâce à cette activité. Les exploitations accompagnées par le programme produisent 16 000 tonnes de produits vivriers par an, contribuant à réduire notre facture d'importations alimentaires.

Le programme GRAINE a également rencontré un franc succès auprès de nos compatriotes. Actuellement, les membres des coopératives qui ont adhéré au programme GRAINE sont au nombre de 17 692, répartis à travers les six provinces où le programme a déjà été lancé : le Haut-Ogooué : 3 492 ; la Ngounié : 2 370 ; la Nyanga : 1 731 ; l'Ogooué-Ivindo : 4 373 ;

l'Ogooué-Lolo : 2 087 ; le Woleu-Ntem : 3 639. L'objectif initial était de mobiliser 20 000 personnes sur l'ensemble des neuf provinces.

Cet objectif sera très certainement largement dépassé. A la date de septembre 2016, 816 hectares de produits vivriers ont été plantés selon la répartition suivante : manioc : 594 ha ; banane plantain : 219 ha ; piment : 3 ha. Le reste des terres exploitées actuellement dans le cadre du programme est affecté à des plantations de palmiers à huile.

J'hérite donc de la responsabilité du ministère de l'Agriculture dans un contexte de début de redynamisation du secteur. J'entends bâtir sur ces acquis, accélérer la dynamique et rehausser les objectifs de créations de richesses et d'emplois agricoles. Je crois en effet que l'agriculture pourrait nous permettre, à court terme, de résoudre en grande partie le problème du chômage au Gabon.

Le gouvernement entend augmenter de 400 000 hectares les surfaces agricoles cultivées au Gabon, d'ici 2023. Nous aurons besoin de 166 000 nouveaux agriculteurs en activité pour exploiter ces nouvelles surfaces. Cela représente plus de deux fois le nombre de salariés du secteur privé formel aujourd'hui.

J'entends focaliser l'action publique de mon ministère à accompagner l'aménagement de ces terres agricoles et à soutenir les exploitants gabonais en leur apportant des services de conseil et d'appui technique (accès aux semences, aux intrants). Nous allons créer des zones franches agricoles, dont les deux premières vont ouvrir en 2017 à Franceville et Mouila. Parce que nous devons tenir compte du nouveau contexte budgétaire, les frais d'aménagement des terres agricoles seront, en grande partie, supportés par les investisseurs privés internationaux et nationaux soutenus par un fonds agricole que nous allons créer. L'Etat accompagnera toutefois ce mouvement en orientant prioritairement les programmes d'investissements en infrastruc-

tures rurales à l'intérieur de ces zones agricoles. Si nous voulons réellement que les Gabonais et Gabonaises vivent du travail de la terre, nous avons le devoir de créer une masse critique d'écoles, de dispensaires, d'infrastructures d'eau et d'électricité, de routes rurales, sans quoi personne ne voudra, à juste titre, vivre en dehors des grandes villes.

Le plan de relance agricole que j'initie avec le personnel de mon ministère doit nous permettre, à la fin du nouveau mandat du président Ali Bongo Ondimba, de multiplier par huit la surface agricole exploitée de manière intensive au Gabon, à plus de 500 000 hectares, de créer plus de 160 000 emplois agricoles supplémentaires en ayant un impact déterminant sur la baisse du chômage, et d'améliorer la balance commerciale gabonaise de plus de 900 milliards de F.CFA par an en 2023, grâce à la diminution de nos importations et l'augmentation de nos exportations.

Ce plan est réalisable en grande partie en mobilisant de l'investissement privé national et international. Au niveau national, il s'agit de mobiliser une partie de notre épargne bancaire et de l'orienter vers ce secteur, via le fonds agricole. Au niveau international, il nous faut mettre en place le cadre incitatif pour attirer une masse critique d'investisseurs de référence.

Ce plan de relance de l'agriculture, ce n'est pas seulement le combat du chef de l'Etat. Ce n'est pas seulement le combat du Premier ministre et du ministre de l'Agriculture ; c'est le combat de tous les Gabonais patriotes qui veulent le meilleur pour leur pays. L'organisation de la foire agricole du 15 au 17 décembre à Libreville nous donne l'occasion de célébrer nos succès agricoles, de valoriser nos exploitants nationaux et, in fine, de mener le combat culturel pour le retour à la terre des Gabonais. J'invite tous nos compatriotes à venir s'associer à cette célébration.

***Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, chargé de la mise en œuvre du programme GRAINE**